

Modèles et acteurs de la modernisation du secteur lait en Tunisie

Elloumi M., Essamet M.

in

Jouve A.-M. (ed.).
La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)

Montpellier : CIHEAM
Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29

1997
pages 167-176

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI971512>

To cite this article / Pour citer cet article

Elloumi M., Essamet M. **Modèles et acteurs de la modernisation du secteur lait en Tunisie.** In : Jouve A.-M. (ed.). *La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)*. Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 167-176 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Modèles et acteurs de la modernisation du secteur lait en Tunisie

Mohamed Elloumi, INRAT/IRMC et Mokhtar Essamet, INRAT

INRAT : Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, Tunis (Tunisie)

IRMC : Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, Tunis (Tunisie)

Résumé. L'histoire de l'agriculture tunisienne est édifiante à plus d'un titre sur les difficultés que rencontre la politique agricole à modéliser la production et à transformer les structures agraires. Ceci s'explique en partie par l'inadéquation entre les modèles diffusés et soutenus par la politique agricole et les pratiques des agriculteurs. Ce qui se traduit souvent par le fait que les effets de la politique de modernisation apparaissent là où on les attend le moins et parfois de façon complètement différente de ceux recherchés par les actions des pouvoirs publics.

L'exemple du secteur laitier permet d'illustrer ce décalage entre les conditions réelles de production et les modèles promus par les pouvoirs publics.

Le développement de la production laitière résulte en partie de la politique macro-économique, mais surtout de l'action des différents acteurs tout au long de la filière (producteurs, collecteurs et transformateurs). L'exemple du développement de la production laitière périurbaine illustre bien cette conjugaison des efforts et le rôle régulateur des acteurs de la filière.

Mots clés. Tunisie - Modernisation agricole - Secteur laitier - Elevage périurbain - Politique agricole

Introduction

L'histoire de l'agriculture tunisienne est édifiante à plus d'un titre sur les difficultés que rencontre la politique agricole à modéliser la production et à transformer les structures agraires. Ceci est souvent expliqué par l'inadéquation entre les modèles diffusés et soutenus par la politique agricole et les pratiques des agriculteurs, comme c'est le cas pour la céréaliculture ou les périmètres irrigués. Ce qui ne veut pas dire que la politique agricole soit sans effet sur la production et les producteurs, mais traduit le fait que souvent les effets de la politique de modernisation apparaissent là où on les attend le moins et parfois de façon complètement différente de ceux recherchés par les actions de la politique. Ce décalage provient souvent de la non prise en compte des conditions locales de production qui déterminent en partie le contexte effectif de la production et donc les réactions des agriculteurs.

Enfin, l'aspect filière de la production est rarement pris en compte dans les politiques. Ainsi l'encouragement de la production est fait sans tenir compte des possibilités de commercialisation ; ou inversement la création d'une forte demande n'est souvent pas relayée par l'encouragement de la production locale. Il s'ensuit alors un développement dont l'organisation et les régulations sont assurées par les différents acteurs, l'Etat cherchant tout simplement à gérer l'ensemble à travers le prisme d'un modèle de plus en plus en décalage avec la réalité. Le cas de l'élevage bovin laitier est assez caractéristique de ce type de comportement, avec une politique qui, après avoir cherché à orienter le développement du secteur selon des modèles peu régionalisés et avec des outils de politique macro peu adaptés, n'a fait que suivre le mouvement d'explosion de la production afin de le renforcer.

Le texte qui va suivre présente dans une première partie la problématique de la modernisation du secteur laitier, et principalement des bovins, en mettant l'accent sur les choix en termes de modèles impulsés par les pouvoirs publics et le comportement des autres acteurs confrontés à des conditions particulières de production.

Par la suite, l'accent sera mis sur la dernière période (depuis la mise en place du PAS) qui a connu un développement assez spectaculaire de la production dépassant les prévisions des services du ministère

de l'Agriculture. Les résultats préliminaires d'enquêtes réalisées dans différents bassins laitiers nous permettront enfin d'avancer quelques éléments d'explication du comportement de ce secteur et de l'importance des conditions locales dans le fonctionnement de la filière lait.

I – Problématique de la modernisation du secteur laitier

Dès le premier plan décennal (1962-1971), le problème du développement de la production laitière était posé en termes de modernisation du secteur de l'élevage laitier et de son intégration à la grande culture. Cette intégration était considérée comme l'un des éléments de la rénovation du système de culture blé-jachère hérité de l'agriculture coloniale, par l'introduction d'une sole fourragère dont la valorisation passe par le développement d'un élevage mixte, voire spécialisé en production laitière.

En réalité, trois modèles étaient proposés :

- le premier, à base de vache locale (Brune de l'Atlas), à faible production laitière et donc orienté vers la production de viande et dont l'alimentation est assurée par les parcours dans les zones de piémont du nord du pays ;
- le second, basé sur l'amélioration génétique par le croisement d'absorption de la souche locale par des géniteurs de race améliorée (Tarentaise et Schwitz), avec une orientation mixte : lait et viande ;
- l'introduction, enfin comme troisième modèle, de vaches de race pure et à haut potentiel laitier, dans les nouveaux périmètres irrigués mis en place dans le cadre de la politique de la grande hydraulique initiée à partir de la fin des années 1950. L'alimentation est assurée dans ce cas par une production fourragère importante et de qualité grâce à l'irrigation.

Il s'agit, en définitive, de réaliser l'intégration de l'élevage à la grande culture sur la base d'une production fourragère de qualité et la production à la ferme d'aliment concentré. Il fallait pour cela un changement complet dans les systèmes de culture avec introduction de nouvelles cultures fourragères annuelles ou pérennes ainsi que de cultures de légumineuses destinées à l'alimentation animale.

Ces trois modèles permettaient de couvrir un large éventail de conditions de production agricole dans le nord. Pour les autres régions, l'élevage laitier n'était pas à encourager, sauf dans certaines zones périurbaines, considérées déjà comme relevant de l'initiative privée. Cette stratégie de développement et d'intégration de l'élevage laitier faisait partie de la politique d'optimisation de l'exploitation des ressources naturelles et de remodelage du paysage agricole par la collectivisation de l'appareil de production et la mise en place des Unités Coopératives de Production Agricole (UCPA), parallèlement à la définition de modèles de développement de l'agriculture (Unités Régionales de Développement), au niveau de la petite région.

Pour soutenir cette vaste opération, des programmes de recherche ont été mis en place pour baliser la mise en oeuvre pratique des choix retenus. Il s'agit de la réalisation de l'inventaire des ressources fourragères disponibles et de la capacité de production des différentes formes de mise en valeur, de la mise au point des techniques d'insémination artificielle à grande échelle pour le croisement d'absorption, etc. Au niveau de l'alimentation, il y a eu introduction des techniques de l'ensilage et des recherches sur la qualité des fourrages et sur l'introduction des aliments concentrés dans la ration. L'ensemble du programme devait mobiliser les structures de recherche et d'expérimentation (INRAT, OTD, Office de la Medjerda, etc.), ainsi que des structures de coopération (FAO, coopération belge...).

L'échec de cette politique est plus à renvoyer à celui de l'ensemble de la politique agricole de collectivisation forcée qu'à celui du modèle lui-même. En effet, les problèmes de gestion des nouvelles unités coopératives et la non adhésion de l'ensemble des acteurs du monde rural expliquent plus les difficultés de constitution d'un cheptel au niveau des exploitations. Par ailleurs, la reconversion même du système de culture, avec le développement d'une sole fourragère, n'a pas été tout à fait concluant par suite de l'absence de références techniques éprouvées.

Sur le plan des instruments de la politique économique, les prix à la production n'étaient pas favorables aux producteurs. En définitive la stagnation de la production va pousser les pouvoirs publics à la

recherche d'alternatives à la production locale, d'où le début du recours à l'importation de la poudre de lait et l'ouverture d'usines de reconstitution pour satisfaire la demande locale qui commence à se développer sous l'effet, principalement, de l'urbanisation. Nous verrons plus loin comment cette importation encouragée par la politique de don de la CEE pour écouler les stocks de lait et la politique de prix qui favorise le consommateur vont jouer, à la fois, un rôle important dans le développement du secteur.

Il faut noter par ailleurs que, dans certaines zones périurbaines, la production laitière en ateliers hors sol commence à se développer, notamment dans la région de Sfax où la peur de la collectivisation a poussé les riches paysans de la région à investir dans des troupeaux laitiers, en bordure de la ville, afin d'échapper à la collectivisation. Le développement de ces troupeaux (dans la zone périurbaine de Sfax le troupeau de vache laitière est passé de 2 000 en 1962 à 5 000 en 1968) va permettre de répondre à la demande régionale et de poser surtout le problème de la transformation de la production locale.

À la fin de la coopérativisation va s'ouvrir une nouvelle période, marquée par un décalage de plus en plus important entre le modèle promu par la politique agricole au niveau de la production et celui sur lequel continuent à se faire les recherches. En effet, les programmes de recherche continuaient, avec les mêmes orientations, à porter sur l'amélioration génétique du cheptel par le croisement d'absorption et sur l'amélioration de la ration alimentaire par la mise au point de systèmes fourragers adaptés à chaque région du pays, avec des essais sur de nouvelles variétés ou de nouvelles espèces. Au niveau de l'alimentation, les travaux portaient sur la conservation (ensilage) et des introductions d'aliments concentrés industriels dans la ration des vaches laitières. Ces recherches et essais mobilisaient, comme pour la période précédente, les instituts de recherche et de formation, ainsi que les organisations para-étatiques (INRAT, la ferme pilote et démonstrative de Frétissa gérée par la Coopération belge, OMVVM, OTD, etc.).

Au niveau de la production par contre, «le modèle que l'on cherchait à promouvoir est celui d'un élevage intensif, fondé sur des races sélectionnées ou améliorées par le croisement d'absorption, sur l'utilisation d'aliments concentrés également importés et nécessitant l'aménagement d'infrastructures très coûteuses.» (Aubry et al., 1991). C'est dans le cadre d'une politique agricole basée essentiellement sur la grande exploitation (privée, étatique et para-étatique) que vont être constitués les grands troupeaux de vaches laitières de races améliorées. Dans les faits, on a pu assister à un abandon progressif des vaches améliorées par croisement d'absorption et leur remplacement par des vaches de race pure importées directement des pays du nord. Cette opération permettait aux éleveurs de tirer un profit immédiat de la politique d'encouragement dont bénéficiait l'élevage laitier. En effet, pour promouvoir l'adoption de ce modèle, l'État accordait aux éleveurs une subvention de 20% de leurs coûts d'achat de génisses pleines et d'équipements. De plus, des crédits bonifiés étaient disponibles pour financer le reste de l'investissement¹.

Au niveau de la conduite, l'encouragement à la production laitière était basé principalement sur une subvention de l'ordre de 50% de leur prix de revient des aliments concentrés importés. En effet, les difficultés de reconversion des systèmes de culture et du développement des cultures fourragères de qualité, afin de pouvoir répondre aux besoins de plus en plus grands et complexes d'un cheptel de race, ont poussé les éleveurs à recourir aux aliments concentrés pour avoir une ration permettant la pleine expression du potentiel génétique.

Dans les zones de grande culture du nord du pays, on observe en effet une certaine inertie au niveau des systèmes de culture, qui restent assez proches de ceux de la période coloniale, laissant peu de place à des cultures fourragères de grande qualité alimentaire. Cette inertie est due, d'une part à l'absentéisme des grands céréaliers qui préfèrent gérer des systèmes simples et peu contraignants et, d'autre part, à l'existence d'une forte imprégnation par le modèle blé-jachère. Sur un autre plan, la réussite de l'élevage laitier s'est heurtée au manque de maîtrise technique dans la conduite des troupeaux, notamment au niveau de l'alimentation, de la gestion de la reproduction et de la santé animale². Le monde rural souffrait à l'époque d'un manque flagrant d'encadrement pour pouvoir accomplir la mutation qu'on lui demandait. Cette stratégie d'encouragement à la substitution des troupeaux améliorés par des vaches de race pure va s'accélérer dès le début des années 1980, notamment avec la mise en place du programme de développement de l'élevage bovin laitier dans les UCPA et les fermes de l'OTD, avec la création des sociétés de mise en valeur agricole (SMVA) sur les terres domaniales, avec le concours des capitaux étrangers et la mise en place de l'APIA et de la BNA pour le soutien de projets intégrés basés essentiellement sur l'arboriculture et l'élevage laitier.

Sur le plan de la production et de la rentabilité économique, cette politique ne va pas rencontrer le même succès du fait qu'elle a été contrariée par la politique de collecte, de transformation et de commercialisation. Au niveau de la collecte, rien (ou presque) ne sera fait pour organiser les circuits de ramassage du lait et les rapprocher des producteurs. Ceux-ci étaient livrés à eux-mêmes, et nous avons pu voir, dans certaines régions, des producteurs être obligés d'assurer par eux-mêmes la livraison à des centres distants de plus de 20 km et cela deux fois par jour. Les possibilités de réfrigération n'étant pas très développées du fait de l'absence d'électricité en zone rurale, d'autres producteurs étaient obligés de vendre leur production par contrat à des colporteurs qui, étant dans une situation de monopole, leur imposaient leur prix. Les problèmes de collecte étaient rendus aigus du fait du quasi-monopole que détenait la Société Tunisienne d'Industrie Laitière (la STIL) au niveau de la transformation et de la distribution du lait. Celle-ci avait plus avantage à importer le lait et ses dérivés qu'à organiser la collecte du lait produit localement.

Le prix du lait à la production a été maintenu bas tout au long des deux premières décennies de développement et jusqu'au milieu des années 1980, en contrepartie des subventions à la production, au niveau des investissements et de l'achat des aliments concentrés. Cette politique, favorable au consommateur (urbain surtout), va se traduire, au niveau de la transformation, par la concentration des usines au niveau des grands centres urbains (Tunis, Sfax et Sousse), ou au niveau des bassins de consommation, en lieu et place des bassins de production. La STIL³ va construire au niveau des ports ses usines pour la reconstitution du lait en poudre en provenance de la CEE sous forme de dons puis d'achat. En effet, la politique de transformation va être polarisée par l'importation à bas prix du lait en poudre sur le marché international⁴. Cette politique va être menée au détriment du lait produit localement qui se trouve désavantagé sur le marché local du fait que la poudre de lait reçoit de la part du gouvernement tunisien une subvention substantielle à la transformation, qui n'est pas accordée au lait local. De ce fait les industriels étaient intéressés par l'importation du lait en poudre et des dérivés du lait en lieu et place de l'extension et de l'organisation du réseau de collecte du lait local⁵. Cette situation a poussé d'ailleurs plusieurs gros éleveurs à liquider leurs troupeaux dès que la subvention aux aliments concentrés a été fortement réduite au début des années 1980.

Le résultat de cette politique va être double : sur le plan de la production, il y a une faible progression des quantités produites et collectées. Cette quasi-stagnation s'explique à la fois par le faible développement des élevages bovins laitiers spécialisés et par la faible productivité des élevages de ce type, que l'on a cherché à développer dans les grandes unités et sous la forme de grands troupeaux (1 000 à 2 000 vaches, voir plus). Par ailleurs, les élevages mis en place n'ont pas été intégrés au système de culture du fait que l'alimentation était essentiellement basée sur des aliments concentrés importés et subventionnés eux aussi (tourteau de soja, orge et maïs principalement).

Parallèlement à la charge de l'importation de ces aliments, le déficit de la balance agro-alimentaire va s'aggraver du fait de l'importation des produits laitiers dont la consommation s'est développée sous l'effet conjugué des trois facteurs suivants :

- l'urbanisation de la population et la transformation du modèle de consommation qui en résulte, avec une tendance à l'augmentation de la consommation des produits laitiers (lait, beurre et yogourt) ;
- l'amélioration du revenu sous l'effet du boom économique qu'a connu la Tunisie durant les années 1970-1980 ;
- la subvention des prix à la consommation qui a encouragé la consommation du lait et de ses dérivés.

Nous avons donc, en définitive, un modèle assez cohérent dans sa conception, avec la recherche d'une intégration d'un troupeau de vaches performantes génétiquement, avec un système de culture centré sur la production fourragère en rotation avec des cultures céréalières. Mais le dysfonctionnement de la filière, dû à l'intervention de l'Etat au niveau de la manipulation des prix et au monopole de collecte et de transformation exercé par la STIL et le faible développement des circuits de collecte ont conduit à une faible intégration de l'élevage à la grande culture et à la stagnation relative de la production.

La crise économique du milieu des années 1980 va pousser à une révision complète de cette politique et du rôle des différents acteurs dans la modernisation du secteur laitier.

II – Ajustement structurel et modernisation du secteur laitier

La politique d'ajustement structurel va avoir un effet particulier sur le secteur laitier du fait principalement du rétablissement de la vérité des prix mais surtout sous l'effet de la libéralisation de la collecte et de la transformation et du rôle accru laissé aux organisations professionnelles dans la gestion du secteur.

En effet, à partir de la fin des années 1980 et surtout au début des années 1990, il y a eu une réelle réhabilitation du secteur laitier et un développement de la production dans différentes structures et en différents milieux : zones périurbaines avec un élevage en hors sol, dans les périmètres irrigués publics et privés, dans les grandes structures coopératives, para-étatiques ou encore chez les grands privés. Pour ces dernières catégories, le modèle reste le même ainsi que les incitations et constituent la poursuite de la politique antérieure. Ainsi, pour les SMVA, dont la création a débuté au début des années 1980 bien avant la politique d'ajustement, à partir du milieu de la décennie, il y a une accélération des créations.

Par contre, ce qui semble nouveau, c'est l'explosion de l'élevage dans les zones périurbaines, ainsi que dans les petites exploitations familiales des périmètres irrigués mais aussi dans les zones en sec traditionnellement peu ouvertes à ce type d'élevage. Ceci va se traduire par un développement de la production, à un rythme assez soutenu, et un tassement de l'importation, contrairement à toutes les projections faites au début de la décennie 1980-1990⁶. Ce développement spectaculaire va même surprendre les décideurs politiques qui vont être amenés à réviser l'horizon auquel ils prévoyaient l'autosuffisance en lait pour le pays. Celui-ci fut ramené, en 1995, de l'an 2011 à l'an 2000. Mais en réalité, comme nous le verrons plus loin, les pouvoirs publics, malgré la stratégie pour le secteur, n'ont fait depuis le début de cette dynamique que suivre le mouvement, voire essayer de le récupérer quand il va dans le même sens que leur politique.

En effet, le principal changement est venu de l'extérieur. Il s'agit du renchérissement du prix du lait sur le marché international. C'est la réussite de la politique des quotas laitiers, mise en place par la CE, qui va entraîner une réduction des stocks de lait en poudre et de beurre. Cette réduction s'est traduite par un renchérissement du prix des produits laitiers sur le marché international et une hausse consécutive de la facture laitière des pays importateurs, en même temps que la suppression de la politique de dons de la part des principaux producteurs.

Ce changement dans la situation du marché international va se traduire par un déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché intérieur. D'autre part, la politique de rigueur des PAS va se traduire par la suppression des subventions aux aliments concentrés ainsi que la réduction de celles à l'achat des génisses pleines et des investissements. Enfin, la même politique de rigueur va empêcher les producteurs de répercuter cette hausse des coûts de production au niveau du prix du lait à la production qui reste toujours fixé par les pouvoirs publics et qui ne connaîtra de ce fait que des augmentations insuffisantes pour couvrir celles des coûts des facteurs de production. Cela va se traduire dans une première étape par la réduction de la consommation de lait par habitant, après une nette augmentation entre 1975 et 1985.

Les pouvoirs publics vont alors répondre par une fuite en avant, en cherchant à promouvoir le même modèle mais avec des encouragements différents, vu le changement de contexte. Par contre, au niveau de la production, la réponse va venir des régions où la demande est forte et où les conditions de production sont *a priori* difficiles, mais où l'organisation de la filière est plus facile.

Cette situation de déséquilibre va se traduire par la suite par le développement de la production de lait en premier lieu selon des filières très courtes qui mettent directement le producteur en contact avec le consommateur potentiel, c'est-à-dire dans les zones péri-urbaines. Puis, progressivement et sous l'effet de l'organisation de la filière, notamment au niveau de la collecte et de la transformation, ce développement va toucher toutes les régions du pays et prendre une ampleur assez importante.

III – Le développement de l'élevage périurbain

A l'image de celui de la ville de Sfax, le développement d'un élevage laitier périurbain dans les grandes agglomérations de Sousse, Mahdia, Gabès, etc., sans oublier Tunis, est basé sur plusieurs éléments et a pris les formes suivantes :

Dans ces zones, la production suit une filière très courte qui peut être du producteur au consommateur.

La base génétique du cheptel est composée de vaches de race pure qui valorisent le mieux une alimentation entièrement achetée à l'extérieur, avec principalement des sous-produits de minoterie (son de blé et déchets), des sous-produits de cultures maraîchères procurés au marché de gros ou dans le cadre d'un échange avec les maraîchers des périmètres irrigués de la région contre le fumier produit par le troupeau, et enfin importation de fourrage (Gorth de vesce-avoine) des régions productrices du nord du pays. Cette ration est alors complétée par un apport de concentré fabriqué à partir de produits importés (le port de Sfax jouant un rôle important).

L'élevage peut être alors complètement en hors sol, avec une alimentation achetée et une ration dont la composition frise le bricolage. L'existence d'un petit périmètre irrigué, dans certains cas, permet une production de sécurité et de lest pour les aliments concentrés.

Cet élevage est souvent associé à d'autres activités non agricoles : artisanat, petits métiers, emplois dans la fonction publique, commerce, etc. Il est géré dans le cadre d'une division familiale du travail. Le rythme de l'alimentation et des traites peut facilement être concilié avec un emploi fixe dans l'agglomération urbaine toute proche. La taille du troupeau est de ce fait réduite et dépasse rarement les 10 têtes. Dans le cas contraire, il y a nécessairement recours à la main-d'oeuvre salariée ou à un emploi à plein temps d'un membre de la famille. La commercialisation du lait se fait soit directement à la centrale laitière, soit par l'intermédiaire d'un centre de collecte ou enfin dans les points de vente de lait frais.

Le développement de la production va pousser les pouvoirs publics à chercher à organiser le secteur, par des opérations de santé animale, par la multiplication des centres de collecte mis en place par l'OEP et gérés par des Coopératives Agricoles de Service (CAS). Ainsi la région de Sfax est-elle devenue, sur la base d'un élevage hors sol et d'une production fourragère réduite, le premier bassin laitier de la Tunisie (voir l'hebdomadaire *Réalité* n° 372 du 6/11/92) avec des problèmes au niveau de la transformation du fait du faible développement de ce type d'infrastructure.

C'est en définitive ce modèle de production laitière en marge de l'activité agricole qui va se généraliser et qui va être à l'origine de la croissance spectaculaire de la production de lait. En effet, les principaux bassins laitiers du pays, en plus de celui de Sfax, vont être ceux des régions de Tunis, avec des prolongements dans toute la région de Bizerte et du Cap Bon, de Bou Salem dans le Nord-Ouest et du Sahel. D'autres villes et agglomérations urbaines vont avoir leur ceinture laitière mais de moindre importance (Mahdia, Gabès, etc.). Chaque bassin laitier est organisé autour d'un centre de transformation et d'un réseau de collecte. Ainsi celui de Bou Salem est-il organisé autour de la centrale laitière du Nord Ouest (LAINO), dont la mise en service au milieu des années 1980 a été faite grâce à des capitaux arabes et qui, la première, a réussi à obtenir une subvention pour la transformation du lait local, équivalente à celle accordée pour le lait en poudre. L'ensemble de la production de la région du Sahel est drainé par la centrale laitière Tunisie Lait, dont le rayon de collecte touche certaines zones productrices de Sfax.

En définitive, le paysage de la production laitière s'est complètement transformé en une dizaine d'années et le maillage de la collecte s'est resserré avec une diversification des acteurs et des filières. Suivant ce mouvement, les pouvoirs publics vont alors réagir afin d'intensifier leur politique d'encadrement du secteur, ce qui va en retour amplifier le mouvement.

Cette intervention a porté sur les éléments suivants :

l'organisation de la collecte en encourageant différents intervenants (les CAS, les privés, la STIL et autres industriels, etc.) par l'octroi d'une subvention à la collecte et à la réfrigération ;

- l'amélioration des prix à la production, mais cette amélioration n'a toutefois pas rattrapé la dégradation du pouvoir d'achat du lait ;
- la généralisation de la subvention à la transformation et la suppression de toutes les subventions au lait importé ;
- l'organisation, puis la libéralisation de l'importation des génisses pleines et l'encouragement à l'élevage des génisses produites localement ;
- l'importation massive d'aliments concentrés ;
- la mise en place de campagnes sanitaires et l'octroi d'indemnité à l'abattage de vaches contaminées par certaines maladies.

Conclusion

L'ensemble de ces dispositions qui renforce l'adoption d'un modèle peu intégré à la grande culture peut concourir à l'amélioration de la production laitière mais celle-ci restera dépendante d'un recours de plus en plus grand aux aliments importés.

Par ailleurs, il nous semble important de mettre l'accent sur le fait que cette réussite semble être plus le résultat de l'initiative des producteurs et de leur opportunisme que d'une politique volontariste des pouvoirs publics. Le programme d'ajustement structurel, en permettant le fonctionnement correct du marché et surtout en donnant la possibilité aux producteurs de s'organiser pour la collecte et en permettant la mise en place de filières assez souples possédant leurs mécanismes propres de régulation, a contribué au développement de la production. Il revient à l'Etat d'assurer les conditions de pérennité de cette croissance en la protégeant contre le dumping et en lui donnant les conditions de son articulation avec les autres secteurs de l'agriculture et avec le reste de l'économie.

Notes

1. Cette opération peut s'avérer rentable, à court terme, en permettant à l'exploitant de disposer de liquidités en éliminant son cheptel de vaches améliorées et en bénéficiant des avantages pour l'acquisition d'un nouveau troupeau. La liquidation de celui-ci pouvant elle-même intervenir plus tard pour récupérer la subvention et la mise de fonds.
2. Des maladies, telles que la tuberculose bovine ou la brucellose, sévissaient de manière endémique dans les troupeaux laitiers, entraînant des problèmes de reproduction et par là-même de production et de rentabilité des troupeaux.
3. La seconde société d'industrie laitière, Tunisie Lait, va aussi être créée dans le Sahel où, à l'origine, la production laitière était quasiment nulle. Nous verrons par la suite comment cette unité a été à l'origine de la création et de la dynamisation d'un bassin laitier, en offrant un débouché aux petits producteurs locaux.
4. La CEE a développé plusieurs programmes de coopération avec des pays tiers afin d'encourager la consommation du lait à partir de la reconstitution de la poudre de lait prélevée sur les stocks dont la gestion devenait très coûteuse pour le budget communautaire. L'objectif de ces programmes était, à l'image des dons de céréales des Etats-Unis et sous couvert d'amélioration du niveau nutritionnel des populations, de créer une demande urbaine de lait qui ne peut être satisfaite que par le recours à l'importation vue la situation de l'élevage local. Les fonds de contrepartie du lait reçu en dons servaient dans certains cas au «développement» de la production locale par la mise en place de troupeaux de race pure importés des pays membres de la CEE.
5. La STIL se paie même le luxe de ne pas assurer la réception du lait certains jours fériés !
6. Voir par exemple les prévisions de la Banque Mondiale qui tablaient sur un taux de couverture de moins de 40 % pour 1990, d'après le rapport de la Banque Mondiale sur le secteur agricole tunisien daté de 1982.

Références

- **Boulares M. et Labouesse F.** (1971). Les conditions de production peuvent-elles faire des pays méditerranéens des exportateurs de viande : cas de la Tunisie. In : *Options Méditerranéennes*, n° 7 «L'élevage en Méditerranée», CIHEAM, pp. 71-76.
- **Dridi N.** (1990). Impact de l'élevage bovin laitier sur l'économie des petites et moyennes exploitations : évaluation par programmation linéaire : cas du projet d'élevage tuniso-autrichien. Mémoire de fin d'études du cycle de spécialisation de l'INAT, 150 p.

- **Fakhfakh M.** (1967). Une nouvelle spéculation dans un pays d'arboriculture sèche : l'élevage laitier à Sfax. *Revue Tunisienne de Sciences Sociales*, pp. 89-125.
- **Gachet J.P. et Jaritz G.** (1972). Situation et perspectives de la production fourragère en culture sèche en Tunisie septentrionale, *Revue Fourrage*, n° 49, 24 p.
- **Jaritz G. et Gachet J.P.** (1976). Adaptation des systèmes fourragers en culture sèche dans les différentes régions climatiques de la Tunisie septentrionale, *Revue Fourrage*, n° 67, 30 p.
- **Nefzaoui A. et Chermiti A.** (1989). *Contribution à l'étude de la valeur alimentaire des arbustes fourragers*. Document provisoire INRAT.
- **STUSID** (1982). *Projet de développement de la production laitière dans les Marjas de Jendouba* (Tunisie). Plusieurs volumes.

Annexes

Tableau 1. Evolution du cheptel bovin, de la production de lait et des importations (indice base 100 en 1980)

Année	Cheptel bovin	Production lait	Import lait et dérivés en DT*	Import maïs en DT*	Import orge en DT*
1980	100	100	100	100	100
1981	93	108	175	244	706
1982	92	100	131	311	206
1983	96	113	144	222	25
1984	98	126	144	378	181
1985	101	128	214	267	119
1986	95	133	223	349	0
1987	10	145	156	200	0
1988	99	151	269	873	0
1989	98	155	331	391	1 525
1990	99	163	225	396	1 050
1991	102	171	170	336	38
1992	103	183			
1993	109	192			

* Dinars tunisiens

Tableau 2. Indices des prix du lait et des aliments de bétail

Année	Aliment pour bétail		Lait à la production		Lait à la consommation	
	Prix nominal	Prix réel	Prix nominal	Prix réel	Prix nominal	Prix réel
1980	100	100	100	100	100	100
1981	100	94	102	96	146	137
1982	175	134	148	113	226	173
1983	213	149	154	108	260	182
1984	250	160	154	99	260	167
1985	306	190	169	105	260	161
1986	299	177	169	100	260	154
1987	299	163	175	95	260	142
1988	299	150	185	93	260	131
1989	324	149	200	92	280	129
1990	399	172	223	96	318	137
1991	464	184	238	94	340	134
1992			238	89		
1993			246	88		

Tableau 3. Dépenses de la Caisse Générale de Compensation en Valeur (en millions de DT)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Céréales	19	90	116,8	112,9	164	110	126	116,7	168	221,1	190,8	163,7	197,3
Huiles	19,5	12,2	10,2	15,2	38,4	44	25	17,9	37,4	43,3	37,6	29,6	28
Engrais	6,5	13,8	15,8	14,9	15,6	16	17	13,7	12	20	14,5	11,6	12,5
Viandes	1,5	6,5	7,2	12,6	7,5	1	0	0	0	0	0	0	0
Lait	2	3	3,8	7,5	8,8	8,5	9,5	12	20	31,1	25,4	26,2	25
Beurre	nd	3,2	0,5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sucre	5	19,5	nd	nd	12,3	15	17,5	20,2	22,4	31,8	37,8	25,5	13,4
Autres	13,5	28,6	14	11,5	13,5	23,5	12,2	16	14,5	15	18,5	13,4	15,1
Total	67,0	157,0	167,8	182,6	260,0	218,0	207,2	196,2	274,3	362,3	324,6	270,0	291,0

Tableau 4. Subvention par produit (en % du prix de revient)

Années	Ammonitre	Super 45%	Maïs	Orge importé	Tourteau de soja
1980	59,6	-	60,5	67,0	57,0
1981	59,6	48,0	70,3	24,0	65,0
1982	51,9	65,0	49,4	-	42,0
1983	56,8	55,0	10,0	-	42,0
1984	50,3	56,0	-	-	-
1985	45,4	54,0	-	-	-
1986	40,7	56,0	21,5	16,9	26,2
1987	30,5	46,0	9,1	32,3	24,8
1988	23,6	40,7	20,5	35,0	53,0
1989	34,3	48,0	42,9	40,4	55,0
1990	24,8	39,0	29,4	33,0	25,0
1991	23,8	35,0	29,8	32,0	15,5

Tableau 5. Résultats provisoires de l'enquête sur les systèmes d'élevage bovin laitier

Zone	Age moyen	PAA (%)	SAU (ha)	Taille du troupeau	Aliment acheté (%)	Production/vache	Marge brute/vache
Saltania	46,6	46,6	0,38	9,0	99	5 500	913
Sidi Abid	44,5	21,0	4,6	13,4	92	4 800	690
Besbessia	48,4	23,0	12,0	4,1	52	3 600	290
Utique	58,3	8,0	5,0	12,0	72	4 600	623
Bach Hamba	56,7	28,5	8,27	5,4	53	5 000	700

Tableau 6. Evolution de la consommation de produits laitiers par habitant et par an (en kg)

Année	Lait frais			Produits laitiers			Total Tunisie
	Milieu communal	Milieu rural	Tunisie	Milieu communal	Milieu rural	Tunisie	
1975			35,5			11,4	46,9
1980	44,3	36,4	40,6	29,5	10,0	20,4	61,1
1985	46,3	26,4	37,5	20,7	3,8	14,1	51,6
1990	45,7	28,6	38,8	26,8	8,6	19,6	58,4

Tableau 7. Comparaisons des projections de la Banque Mondiale et des réalisations pour le lait et les produits laitiers (en milliers de tonnes)

	Réalisations 1980	Prévisions BM 1986	Prévisions BM 1990	Réalisations 1990	Réalisations 1994	Prévisions 2000
Production	252	297	339	377	500	
Importation	344	373	535		240	
Consommation	596	670	874		740	790
Taux de couverture (%)	42				69	100

Source: Rapport de la Banque Mondiale sur le secteur agricole en Tunisie, daté de 1982 ; Ministère de l'Agriculture.